

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des archives et des droits de l'homme *Lauréat du Premio Internacional Derechos Humanos 2020 de la Asociación pro Derechos Humanos de España*

Numéro 156, décembre 2022

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaire

Il est des articles publiés chaque mois dans les *Nouvelles* en 20 22 qui, pris ensemble, illustrent la diversité des questions relatives aux droits de l'homme impliquant les archives ; certains peuvent aussi faire sourire. Puisse 2023 être une année record !

Janvier. Mieux vaut tard que jamais : le parlement de Catalogne en Espagne "a officiellement gracié des centaines de femmes exécutées pour sorcellerie entre les 15e et 18e siècles."

Février. Une base de données d'exemples montrant l'évolution rapide des plantes et des animaux en fonction des changements climatiques enregistre "tout, de la profondeur crânienne du pinson commun à la durée de vie du guppy de Trinidad."

Mars. Bravo ! : pour la première fois depuis qu'il a commencé à surveiller le travail forcé, le Forum ouzbek des droits de l'homme a confirmé l'absence de travail forcé systématique lors de la saison de récolte du coton 2021.

Avril. Le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale a signé un accord pour faire partie d'une équipe d'enquête conjointe avec Eurojust, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération en matière de justice pénale, et la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine "pour faciliter les enquêtes et la coopération judiciaire internationale", "rassembler efficacement des preuves sur les principaux crimes internationaux commis en Ukraine et traduire les responsables en justice."

Mai. Une première moins réjouissante : le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés déclare que, pour la première fois, 100 millions de personnes sont déplacées de force dans le monde, ce qui représente 1 % de la population mondiale et équivaut à la population du 14e pays le plus peuplé du monde.

Juin. Un groupe armé occupe le tribunal de Port-au-Prince (Haïti), mettant le feu aux dossiers des tribunaux de Port-au-Prince et de Croix-des-Bouquets.

Juillet. Le cimentier suisse Holcim a émis plus de sept milliards de tonnes de CO2 entre 1950 et 2021, ce qui représente 0,42 % de toutes les émissions industrielles mondiales de CO2 depuis l'année 1750.

Août. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme publie son évaluation des préoccupations relatives aux droits de l'homme concernant les actions du gouvernement dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en Chine.

Septembre. Selon les enquêtes de l'Organisation internationale du travail, 27,6 millions de personnes sont en situation de travail forcé et 22 millions sont victimes de mariages forcés.

Octobre. Au Guatemala, deux groupes de femmes indigènes proposent une loi qui protégerait leurs motifs de tissage, craignant que des entreprises appartenant à des Guatémaltèques non indigènes ne fassent breveter leurs motifs traditionnels et ne les empêchent de les tisser.

Novembre. JBS, la plus grande entreprise de viande au monde, a déclaré avoir été victime d'une fraude liée au blanchiment de bétail pour avoir acheté du bétail provenant d'une ferme exploitée par l'un des plus grands déforesteurs du Brésil.

Décembre. Félicitations ! En prévision du 75e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), le 10 décembre 2023, l'ONU a lancé le 10 décembre 2022 "une campagne d'un an pour mettre en valeur la DUDH en se concentrant sur son héritage, sa pertinence et son activisme."

Nouvelles de la SAHR.

Répondant à un appel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, la SAHR a soumis des commentaires sur la résolution 49/20 du Conseil des droits de l'homme - Droits de l'enfant : respect des droits de l'enfant et regroupement familial.

La prochaine « Conférence du premier mardi » aura lieu le 7 février avec Dagmar Hovestädt, cheffe du Département de la sensibilisation aux archives de la Stasi aux Archives fédérales d'Allemagne, qui parlera des archives de la Stasi. La conférence aura lieu sur Zoom à 16 heures, heure de Paris, en anglais et sans traduction.

Actualité internationale.

Cour de justice de l'Union européenne. Depuis 2018, l'Union européenne (UE) et depuis 2020, les États-Unis exigent la tenue de "registres publics de la propriété effective en dernière analyse (UBO), où les sociétés doivent déclarer quels êtres humains les contrôlent et reçoivent leurs bénéfices", explique *The Economist*. Fin novembre, la Cour européenne de justice a jugé que ces registres "violent le droit à la vie privée des propriétaires et a annulé une directive européenne qui les ouvrirait au public", limitant l'accès futur aux parties ayant un "intérêt légitime". La société civile et les groupes de journalistes ont été consternés, car l'utilisation des registres a été un élément clé des enquêtes sur le blanchiment d'argent international, comme celui exposé dans les Pandora Papers. Les registres sont également "un outil fondamental pour l'application des sanctions internationales contre la Russie et d'autres pays", et l'évasion fiscale "pourrait devenir plus difficile à combattre".

<https://www.economist.com/finance-and-economics/2022/12/01/the-eus-top-court-just-made-it-harder-to-uncover-dirty-money>

Parlement européen. Par un vote de 507 voix pour, 12 contre et 7 abstentions, le Parlement européen a reconnu "l'Holodomor, la famine artificielle causée en 1932-1933 en Ukraine par une politique délibérée du régime soviétique, comme un génocide contre le peuple ukrainien, car il a été commis avec l'intention de détruire un groupe de personnes en infligeant délibérément des conditions de vie calculées pour entraîner la destruction physique". La résolution "appelle également tous les pays, en particulier la Fédération de Russie et les autres pays qui ont émergé après l'éclatement de l'Union soviétique, à ouvrir leurs archives sur la famine artificielle de 1932-1933 en Ukraine." Elle "condamne la manipulation de la mémoire historique par le régime russe actuel" et la dissolution des organisations du Mémorial, et appelle toutes les institutions et tous les États membres de l'UE à "soutenir le monde universitaire et la société civile dans la documentation, la recherche et l'éducation sur la répression politique et les crimes totalitaires en Union soviétique".

<https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20221209IPR64427/holodomor-parliament-recognises-soviet-starvation-of-ukrainians-as-genocide>

Union européenne/Frontex. Les ONG Human Rights Watch et Border Forensics ont publié un "dossier de recherche multimédia" montrant que l'agence européenne des frontières Frontex utilise "la

surveillance aérienne pour permettre aux garde-côtes libyens d'intercepter les bateaux de migrants, sachant que les migrants et les demandeurs d'asile seront confrontés à des abus systématiques et généralisés lorsqu'ils seront renvoyés de force en Libye", ce qui rend "Frontex complice des abus". La recherche a utilisé "des données officielles et de source ouverte, y compris des traces de vol de drones et d'avions, ainsi que des informations de Sea-Watch, une organisation civile de sauvetage Alarm Phone, une ligne d'assistance pour les migrants en détresse en mer, et le témoignage de survivants." Dans une action distincte mais connexe, le 28 novembre, le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'homme a déposé une plainte devant la Cour pénale internationale "en faisant valoir la responsabilité européenne pour les crimes contre l'humanité commis contre les migrants et les réfugiés en Libye".

<https://www.hrw.org/news/2022/12/12/eu-frontex-complicit-abuse-libya>

<https://www.ecchr.eu/en/case/interceptions-of-migrants-and-refugees-at-sea/>

Cour pénale internationale (CPI). *Al Jazeera Media Network* a "soumis une demande formelle ... afin d'enquêter et de poursuivre les responsables de l'assassinat de la grande journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh" alors qu'elle "couvrait un raid militaire israélien sur un camp de réfugiés à Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée". Israël a déclaré que le meurtre était accidentel et qu'il ne mènerait pas d'enquête. Le dossier d'*Al Jazeera* "rassemble toutes les preuves de témoins oculaires et les séquences vidéo disponibles, ainsi que de nouveaux éléments sur le meurtre d'Abu Akleh", qui, selon l'organisation, "fait partie d'une campagne plus large visant à cibler et à réduire au silence *Al Jazeera*". Pour le contexte, voir SAHR News 2022-09.

<https://www.aljazeera.com/news/2022/12/6/al-jazeera-takes-the-killing-of-shireen-abu-akleh-to-the-icc>

Pour la première fois, un Palestinien a déposé une plainte auprès de la CPI contre les dirigeants de l'Autorité nationale palestinienne (AP), selon *BBC News*. Nizar Banat était un détracteur de l'AP et "était connu pour ses publications sur les médias sociaux dans lesquelles il accusait des individus puissants de corruption." Il a été arrêté le 24 juin 2021 par le service de sécurité préventive de l'AP et est mort en détention. Renonçant à poursuivre l'armée de l'AP contre 14 officiers impliqués dans l'arrestation, la famille Banat a déposé une demande auprès de la CPI "pour une enquête non politisée et la poursuite des criminels", a déclaré le frère de Banat.

<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-63985086>

Organisation internationale du travail (OIT). L'OIT, avec la coopération de la Fondation Lloyd's Register et de l'institut de sondage Gallup, a enquêté sur les expériences des employés en matière de violence et de harcèlement au travail, a rapporté *UN News*. En interrogeant près de 75 000 salariés âgés de 15 ans ou plus dans 121 pays et territoires, l'enquête a déterminé que près de 23% des travailleurs ont été victimes de violence physique, psychologique ou sexuelle ou de harcèlement sur le lieu de travail ; seule la moitié en a parlé à une autre personne. Un directeur de Lloyd's a déclaré que pour s'attaquer à "des défis mondiaux en matière de sécurité aussi difficiles et profondément enracinés que la violence et le harcèlement au travail, il est essentiel de disposer de bonnes données pour comprendre l'étendue du problème et identifier les personnes les plus à risque, en particulier dans les endroits où peu de données fiables pouvaient exister auparavant." Parmi les recommandations figure "la collecte régulière de données solides sur la violence et le harcèlement au travail, aux niveaux national, régional et mondial, afin de documenter les lois et les mécanismes, les politiques et les programmes de prévention et de réparation".

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_863095.pdf

Chambres spécialisées du Kosovo. Le tribunal a "condamné l'ancien commandant d'unité de l'Armée de libération du Kosovo, Sali Mustafa, à 26 ans de prison pour crimes de guerre, notamment détention

arbitraire, torture et meurtre", rapporte *BIRN*. Il s'agit du premier jugement pour crimes de guerre rendu par les Chambres. Pour le contexte, voir SAHR News 2022-09.

<https://balkaninsight.com/2022/12/16/kosovo-ex-guerrilla-convicted-of-war-crimes-by-hague-court/>

Nations Unies. Le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) sera célébré le 10 décembre 2023. À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 2022, l'ONU a lancé "une campagne d'une année pour mettre en valeur la DUDH en se concentrant sur son héritage, sa pertinence et son activisme".

<https://www.un.org/en/observances/human-rights-day>

L'UNITAD, l'équipe d'enquête de l'ONU chargée de promouvoir la responsabilité des crimes commis par Da'esh/ISIL, a déclaré avoir "converti 5,5 millions de pages physiques de preuves documentaires des crimes liés à l'ISIL en formats numériques et soutient actuellement la numérisation en cours sur six sites irakiens différents", selon *UN News*. L'UNITAD a conclu un accord avec l'Allemagne "pour collecter des données et des échantillons de référence ADN auprès de la communauté Yazidi qui y réside, en vue d'une campagne d'identification des restes humains en Irak". L'UNITAD soutient également les poursuites nationales des crimes commis par l'ISIL, en travaillant avec 17 États membres qui ont demandé une assistance. Dans son rapport au Conseil de sécurité, le conseiller spécial à la tête de l'UNITAD a déclaré : "La capacité de l'équipe à recueillir des preuves auprès de témoins en réponse directe à ces demandes [des États membres], combinée à son aptitude à identifier des documents internes de l'ISIL corroborant les preuves du champ de bataille, a été d'une grande aide pour soutenir les enquêtes menées par les juridictions nationales".

https://news.un.org/en/story/2022/12/1131387?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=ca6435e970-EMAIL_CAMPAIGN_2022_12_06_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-ca6435e970-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a publié un message célébrant l'adoption de la recommandation générale 39 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) sur les droits des femmes et des filles autochtones (GR39). Il a déclaré que la recommandation générale contient des recommandations spécifiques que les États parties (c'est-à-dire presque tous les pays) devraient mettre en œuvre "pour s'assurer que nous faisons progresser les droits des femmes et des filles autochtones là où cela compte le plus - dans leur vie quotidienne". Parmi les douzaines de recommandations de la GR39, certaines mettent l'accent sur "la prévention et la protection contre la violence sexiste à l'égard des femmes et des filles autochtones", dont l'une préconisant que les États "collectent systématiquement des données ventilées et entreprennent des études, en collaboration avec les communautés et les organisations autochtones, pour évaluer l'ampleur, la gravité et les causes profondes de la violence sexiste à l'égard des femmes et des filles autochtones, en particulier la violence et l'exploitation sexuelles, afin d'éclairer les mesures visant à prévenir cette violence et à y répondre."

<https://www.ohchr.org/en/statements/2022/12/opening-remarks-volker-turk-united-nations-high-commissioner-human-rights-high>

<https://www.ohchr.org/en/documents/general-comments-and-recommendations/general-recommendation-no39-2022-rights-indigenous>

En 2019, la Commission du droit international, "un organe d'experts juridiques chargé de rédiger des propositions de nouvelles conventions que les Nations unies pourraient envisager d'adopter", a envoyé un projet de convention sur les crimes contre l'humanité à la Sixième Commission de l'ONU qui supervise les questions de droit international. "Il n'existe actuellement aucun traité de ce type, ce que les défenseurs des droits de l'homme et les juristes décrivent comme un trou béant dans le droit international", explique *Foreign Policy*. Lorsque le projet est resté lettre morte, en octobre, huit pays ont présenté le projet de résolution à la commission et "fixé un calendrier pour le débat sur la résolution." Dix pays se sont opposés à cette action, dont la Russie, la Chine et la Corée du Nord, mais le projet de

résolution compte désormais 86 soutiens. *Foreign Policy* a basé son rapport sur "des documents internes de l'ONU et des entretiens avec neuf diplomates et experts de l'ONU." Merci à Jens Boel pour le lien.
<https://foreignpolicy.com/2022/12/23/united-nations-china-russia-treaty-crimes-against-humanity-international-law/>

WIRED a rendu compte des efforts déployés par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) pour utiliser la technologie afin d'améliorer la santé génésique, en particulier chez les jeunes femmes "car la grossesse est la première cause de mortalité des filles âgées de 15 à 19 ans dans le monde." En Colombie, l'UNFPA soutient l'ONG Partera Vital (Indispensable sage-femme) qui a développé "une application mobile pour aider les sages-femmes à enregistrer les nouveau-nés et à identifier les facteurs de risque et les complications qui justifient une orientation urgente vers l'hôpital le plus proche". Elle a également analysé 12000 tweets en espagnol, identifié 22 mythes très répandus et nuisibles sur la contraception et créé un site web "destiné aux jeunes femmes, aux éducateurs et aux décideurs politiques, ainsi que des infographies brisant chaque mythe".
https://www.wired.com/story/how-the-uns-sex-agency-uses-tech-to-save-mothers-lives/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_121122&utm_mailing=WIR_Daily_121122&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P6

La Convention des Nations unies sur la diversité biologique a convenu d'un cadre mondial pour la biodiversité. L'accord prévoit notamment la décision d'établir un mécanisme multilatéral de partage des avantages découlant de l'utilisation de l'information sur les séquences numériques (DSI) des ressources génétiques, y compris un fonds mondial, d'après *Health Policy Watch*. Le cadre encourage "le dépôt d'un plus grand nombre d'informations de séquences numériques sur les ressources génétiques, avec des informations appropriées sur l'origine géographique et d'autres métadonnées pertinentes, dans des bases de données publiques", et indique que pour garantir les avantages de l'utilisation des données numériques, les pratiques doivent "être compatibles avec un accès ouvert aux données" et doivent "tenir compte des droits des populations autochtones et des communautés locales, notamment en ce qui concerne les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques qu'elles détiennent".
<https://healthpolicy-watch.news/biodiversity-deal-outlines-an-open-access-digital-sequence-information-paradigm/>

L'ONU a lancé la Décennie internationale des langues autochtones, a annoncé *UN News*. Elle comprendra la mise en place de "mécanismes de coopération et de partenariat public-privé à l'échelle du système des Nations Unies" afin d'élaborer "des lignes directrices et des normes techniques appropriées, en coopération avec les organisations internationales de normalisation, pour la numérisation des langues, la documentation ainsi que l'innovation et la connaissance par le partage des bonnes pratiques dans le domaine des technologies linguistiques" (résultat 3, activité 3.3). Pour les questions relatives aux archives, voir également le résultat 2, activité 2.1 ; le résultat 6, activité 6.1 ; et le résultat 10, activité 10.2.
<https://news.un.org/en/story/2022/12/1131807>
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379851/PDF/379851eng.pdf.multi>

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Près de 40 000 Syriens vivant dans un camp de réfugiés en Jordanie accèdent à des prestations (comme l'achat de nourriture) en faisant scanner l'iris de leur œil, ce qui débloque "le paiement à partir d'un compte d'aide numérique avec l'aide de la technologie blockchain", rapporte la *Fondation Thomson Reuters*. Un porte-parole du HCR a déclaré que "les réfugiés ont été informés des objectifs de la collecte de leurs données lorsqu'ils ont été invités à donner leur autorisation" pour le scan initial pour la base de données ; les données biométriques ne sont pas partagées et les réfugiés peuvent se retirer du programme. "Mais les groupes de défense des droits numériques s'interrogent sur l'utilisation d'une nouvelle technologie de ce type sur des groupes

vulnérables tels que les réfugiés, et sur la nécessité pour eux de livrer des données biométriques sensibles afin de recevoir une aide alimentaire vitale."

<https://www.context.news/surveillance/in-jordan-refugees-scan-irises-to-collect-aid-but-is-it-ethical>

Nouvelles mondiales/générales.

Économie. Agropalma est la "seule entreprise brésilienne à posséder le certificat de durabilité délivré par la Table ronde sur la production durable d'huile de palme" et représente un quart des exportations d'huile de palme du Brésil, d'après *Mongabay*. Les communautés vivant le long de la rivière Acara, dans l'État de Para, affirment qu'"une partie de la zone occupée par Agropalma empiète sur leurs terres ancestrales, y compris deux cimetières." L'accusation selon laquelle "plus de la moitié des 107 000 hectares enregistrés par Agropalma proviennent de titres fonciers frauduleux et même de la création d'un faux bureau d'enregistrement des terres" faisait partie d'un procès intenté contre Agropalma par les procureurs de l'État. Le tribunal a ordonné la révocation des titres d'Agropalma en 2018 et 2020, mais "bien qu'elle ait admis que les actes étaient contrefaits", Agropalma "cherche maintenant à racheter les terres à l'État du Para." *Mongabay* a "passé au crible des milliers de pages de documents pour enquêter sur l'accusation d'accaparement de terres", en examinant également les conflits relatifs aux zones utilisées par d'autres compagnies pétrolières, et a conclu, simplement, "la racine du problème : des titres fonciers peu fiables".

<https://news.mongabay.com/2022/12/major-brazil-palm-oil-exporter-accused-of-fraud-land-grabbing-over-quilombola-cemeteries/>

Global Witness a également fait état de " graves atteintes aux droits humains et aux droits fonciers à l'encontre des communautés indigènes, quilombolas et autres qui vivent traditionnellement dans les zones de palmiers à huile. " À la suite de son rapport d'enquête de septembre 2022, Global Witness a "rassemblé des preuves fondées sur des vidéos et des entretiens montrant qu'à partir du 28 novembre, des hommes armés agissant apparemment au nom de BBF [Brasil Biofuels] ont forcé des hommes et des femmes à s'allonger à plat ventre sur le sol sous la menace d'une arme, comme s'ils étaient des criminels ; attaqué et blessé des membres de la communauté, y compris, semble-t-il, une femme enceinte ; menacé de tirer sur ceux qui tentaient de protéger le territoire. " La société internationale de produits agricoles Cargill a déclaré à Global Witness qu'elle avait " suspendu la BBF de sa chaîne d'approvisionnement en palmiers " et, étant donné que Cargill fournit Hershey, General Mills et Kellogg, ces sociétés n'utilisent plus non plus l'huile BBF. Pour le contexte, voir SAHR News 2022-09. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/violence-torture-and-threats-continue-allege-land-and-environmental-defenders-amazonian-brazil-palm-oil-region/>

"Shell a accepté de verser 15,9 millions de dollars de compensation aux communautés du Nigeria touchées par quatre déversements de pétrole provenant de ses oléoducs dans le delta du Niger entre 2004 et 2007", rapporte *ABC News*. En 2021, la Cour d'appel de La Haye a jugé que la filiale libérienne de Shell était responsable de la pollution causée par les quatre fuites de pipelines. Ces fuites sont loin d'être les seules : selon l'Agence nationale de détection et de réaction aux déversements d'hydrocarbures du Nigeria, 246 000 litres de pétrole ont été déversés rien qu'entre janvier et mars 2022. Pour le contexte, voir SAHR News 2021-01.

<https://abcnews.go.com/Business/shell-pay-159-million-settlement-nigerian-communities-impacted/story?id=95751780>

Meta a été poursuivie au Kenya pour "des violations des droits de l'homme et des meurtres en Éthiopie causés par des discours de haine sur Facebook", a rapporté le Bureau of Investigative Journalism. "La pétition allègue que Meta n'a pas réussi à plusieurs reprises à retirer des posts appelant à la violence, notamment ceux faisant la promotion des camps de concentration et du viol comme arme de guerre." L'un des plaignants est un homme, aujourd'hui en exil, dont le père a été assassiné "après que deux publications sur Facebook l'aient ciblé en tant que membre du groupe ethnique Tigray" ; l'autre plaignant est un avocat travaillant pour Amnesty International au Kenya qui "affirme avoir été ciblé sur Facebook

en raison de son travail en Éthiopie." Amnesty International et Global Witness figurent parmi les "parties intéressées" désignées.

<https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2022-12-14/meta-sued-for-2bn-over-ethiopia-hate-speech-revealed-by-bureau>

Ranking Digital Rights, une ONG basée aux États-Unis, a publié une "fiche d'évaluation des géants des télécommunications", analysant "12 des plus grandes entreprises de télécommunications mondiales, dont le siège est situé dans 10 pays différents" et passant en revue "plus de 250 aspects de leurs politiques d'entreprise qui affectent les droits de l'homme". Résultat : "Aucune des 12 entreprises de télécommunications n'a réussi 'examen de passage' ».

<https://rankingdigitalrights.org/tgs22/executive-summary>

"Au moins quatre fournisseurs importants de Hyundai Motor Co et de son entreprise-sœur Kia Corp ont fait travailler des enfants dans des usines de l'Alabama [États-Unis] ces dernières années, selon une enquête de *Reuters*." Les journalistes ont interrogé "plus de 100" personnes et "examiné des milliers de pages de dossiers judiciaires, de documents d'entreprise, de rapports de police et d'autres dossiers." Ils ont découvert que de fausses cartes d'identité sont utilisées par certains mineurs et que des adultes ne possèdent pas de "documents légaux." Après la publication par *Reuters*, en juillet 2022, d'un article sur le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement de Hyundai, "des entreprises de recrutement ont licencié des travailleurs étrangers dans au moins cinq usines Kia Corp".

https://www.reuters.com/investigates/special-report/usa-immigration-hyundai/?utm_source=Sailthru&utm_medium=newsletter&utm_campaign=daily-briefing&utm_term=12-16-2022

Changement climatique. L'Union européenne a adopté une loi exigeant que "les entreprises fournissant au marché de l'UE de l'huile de palme, du bétail, du soja, du café, du cacao, du bois et du caoutchouc - ainsi que certains produits dérivés tels que le bœuf ou les meubles - prouvent que leurs chaînes d'approvisionnement n'alimentent pas la destruction des forêts", rapporte la *Fondation Thomson Reuters*. Les entreprises doivent également "démontrer que les droits des populations autochtones ont été respectés dans le cadre de leurs opérations". Les entreprises qui ne s'y conforment pas s'exposent à des amendes ; les documents traçant cette activité seront essentiels pour prouver leur conformité.

https://www.context.news/climate-risks/can-a-new-eu-law-stop-firms-selling-goods-linked-to-deforestation?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-climate

"Dans le cadre de son enquête sur la désinformation climatique, la commission de surveillance de la Chambre des représentants [des États-Unis] a cité à comparaître quatre des plus grandes compagnies pétrolières du monde, leur association professionnelle américaine, l'American Petroleum Institute, et la Chambre de commerce des États-Unis. La Chambre de commerce n'a pas répondu à l'injonction", mais les autres ont soumis des documents, rapporte *The Intercept*. Le comité a publié plus de 1 500 pages qui comprennent les "communications internationales des entreprises sur les relations avec les médias, la publicité et les campagnes de marketing de 2015 à 2021. Ensemble, elles révèlent que l'approche de l'industrie en matière de climat n'a pas vraiment changé depuis que les scientifiques ont commencé à avertir que l'utilisation de combustibles fossiles devenait un problème : promouvoir des "solutions" qui maintiennent la rentabilité des combustibles fossiles, minimiser les impacts climatiques, surestimer les engagements de l'industrie et intimider les médias s'ils s'en tiennent pas à ce message."

https://theintercept.com/2022/12/24/oil-gas-climate-disinformation/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Colonialisme. L'agence de presse ukrainienne *Zaborona*, avec des journalistes ukrainiens et avec le soutien du U.S. National Endowment for Democracy, a créé Volya Hub, "une plateforme en ligne où les journalistes et autres créateurs de contenu des pays anciennement ou actuellement colonisés par la Russie peuvent raconter leur histoire", a déclaré *Zaborona*. Encourageant les contributions de "partenaires d'Europe centrale et orientale, des États baltes et d'Asie centrale", les organisateurs ont écrit : "La Russie a dépensé et continue de dépenser d'énormes ressources pour réécrire, effacer ou détourner

des faits historiques et fabriquer de la désinformation sur l'histoire de l'empreinte militaire, économique et politique russe. Cela fausse le débat international."

<https://euromaidanpress.com/2022/12/26/new-us-ukrainian-network-to-promote-awareness-of-russian-colonialisms-crimes-past-and-present/>

<https://zaborona.com/en/volya-hub-there-is-a-network-about-the-russian-colonialism/>

Dossiers médicaux. L'Institut international de la paix, une ONG basée aux États-Unis, a publié *Strengthening Data to Protect Healthcare in Conflict Zones (Consolider les données pour protéger les soins de santé en zone de conflit)*. Les données sont "essentiels pour comprendre l'ampleur et la portée du problème" des attaques contre les soins de santé dans les situations de conflit armé, "protéger les services et les travailleurs de la santé, affecter en priorité les ressources aux personnes les plus touchées, prévenir les attaques futures et demander des comptes aux responsables". Les auteurs de l'étude ont comparé les "deux systèmes mondiaux actuels" collectant de telles données - le système de surveillance des attaques contre les soins de santé (SSA) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la base de données produite par la Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) en partenariat avec Insecurity Insight (II) - et ont constaté des "lacunes en matière de coordination, d'engagement des parties prenantes et de disponibilité de données utiles". De multiples acteurs devront travailler pour "combler les lacunes dans la collecte et la qualité des données, la couverture géographique, la disponibilité publique des informations et la désignation des responsables". https://www.statnews.com/2022/12/13/telehealth-facebook-google-tracking-health-data/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=3ab52ac71b-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-3ab52ac71b-149736437
<https://www.ipinst.org/2022/11/strengthening-data-to-protect-healthcare-in-conflict-zones>

Une étude financée par le gouvernement américain et menée par des chercheurs de l'université Johns Hopkins (États-Unis) a analysé deux décennies d'études, principalement menées au Canada, en Espagne et en Suisse, sur les erreurs de diagnostic dans les services d'urgence. Ils ont ensuite appliqué ces ratios aux États-Unis et estimé que sur les 130 millions de visites annuelles aux services d'urgence des hôpitaux américains (données du Centre national des statistiques de la santé), environ 7,4 millions de personnes font l'objet d'un diagnostic inexact.

https://effectivehealthcare.ahrq.gov/products/diagnostic-errors-emergency/research#field_report_title_1

Migration. Le Border Violence Monitoring Network (BVMN), un "réseau indépendant d'ONG et d'associations principalement basées dans les régions des Balkans et en Grèce", a publié le *Black Book of Pushbacks (Livre noir des refoulements)* rapporte BIRN. Le BVMN a mené 1 635 entretiens qui ont fourni des informations sur 24 990 personnes ; les migrants "ont été battus, frappés à coups de pied, humiliés et détenus arbitrairement avant d'être repoussés illégalement, tant aux frontières extérieures de l'UE que dans les profondeurs du territoire de ses États membres", notamment en Autriche, en Italie, en Grèce, en Slovaquie, en Croatie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, au Kosovo, en Bulgarie, en Macédoine du Nord et en Albanie. Le BVMN a déclaré que "les refoulements ne sont pas des cas sporadiques mais que la violence, la torture et l'humiliation se développent et sont normalisées".

<https://balkaninsight.com/2022/12/08/study-reports-25000-violent-pushbacks-at-eu-borders/>

The Intercept s'est procuré 30 000 pages de dossiers judiciaires italiens qui font la lumière sur "l'enquête tentaculaire menée par l'Italie sur le travail des ONG de secours humanitaire" opérant en Méditerranée pour recueillir les migrants qui tentent de passer de la Libye à l'Italie. La police "s'efforçait de prouver ce qui est, en fait, une théorie du complot : les ONG humanitaires de la Méditerranée centrale tirent profit de la migration en s'associant à des passeurs en Libye". Quatre membres de Jugend Rettet, une ONG allemande, sont jugés en Sicile pour "aide et encouragement à l'immigration illégale" ; dix-sept autres "travailleurs humanitaires et marins professionnels font face aux mêmes accusations et à d'autres ; Save the Children et Médecins Sans Frontières "sont accusées en tant qu'organisations, tout comme la société propriétaire des navires qu'elles louaient". Les enquêteurs ont écouté "des conversations

protégées par la confidentialité des relations avocat-client et des appels de journalistes". La police a engagé la société italienne RCS Lab pour pirater à distance les téléphones de deux employés de Médecins Sans Frontières." Le dossier judiciaire "s'étend sur plus de quatre ans d'enquête et comprend des transcriptions d'écoutes téléphoniques, d'enregistrements clandestins et d'interrogatoires de police ; des documents extraits d'appareils électroniques saisis ; et des rapports rédigés par un agent infiltré".

https://theintercept.com/2022/12/21/italy-iuventa-humanitarian-rescue/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Vie privée. "La vidéo d'un homme violant sa fille de 9 ans a été découverte en Nouvelle-Zélande en 2016", écrit AP ; l'enfant a finalement été retrouvée à Bisbee, Arizona, aux États-Unis. Bien que la police, les procureurs et les sociétés Internet "s'épuisent en vain efforts pour supprimer les images", selon l'ONG américaine National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC), la vidéo a été vue 4 500 fois en 2021. "Les données fournies à l'AP montrent également que la police américaine a transmis la vidéo, ou des parties de celle-ci, au NCMEC pour identification 1 850 fois depuis sa découverte, ce qui a contribué à près de 800 arrestations pour des accusations fédérales de pédopornographie rien que l'année dernière [2021]".

https://apnews.com/article/video-victimizes-child-long-after-abuser-is-gone-a749889073eccc7e0d9d5e6c6af38b92?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_medium=Afternoon_Wire&utm_source=Sailthru&utm_campaign=Dec%2023%20afternoon%20wire&utm_term=Afternoon%20Wire

Google a accepté de payer un total de 29,5 millions de dollars pour régler deux procès, l'un intenté par l'État américain de l'Indiana et l'autre par le District de Columbia, concernant "le suivi par la société de la localisation de ses clients", rapporte *Yahoo*. Google utilisait les données de localisation pour établir des profils d'utilisateurs détaillés et cibler les publicités. Dans le cadre de l'accord, "Google devra expliquer clairement à ses clients comment leurs données de localisation sont collectées, stockées et utilisées".

<https://www.yahoo.com/now/google-paying-29-5-million-234052618.html>

Des dispositifs portables de "capture biométrique" permettant de recueillir des empreintes digitales, des scans de l'iris et d'autres données permettant d'identifier des personnes ont été utilisés par les troupes américaines au Moyen-Orient, a rapporté *American Military News* citant le *New York Times*. Six de ces appareils étaient proposés sur eBay, avec des données sur des milliers de personnes. Ils ont été achetés par des "hackers européens préoccupés par leur sécurité" ; le groupe de hackers a déclaré qu'il "prévoit de supprimer les données personnelles des appareils après les avoir analysés pour y déceler des vulnérabilités".

<https://americanmilitarynews.com/2022/12/troops-fingerprints-iris-scans-sold-on-ebay/>

Réfugiés. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a déclaré qu'"environ 24 000 personnes sont arrivées" dans les camps de réfugiés de Dadaab au Kenya depuis la fin du mois de septembre, "chassées de chez elles par la violence extrémiste en Somalie voisine et une sécheresse "implacable". Plus de 80 000 personnes se trouvent désormais à Dadaab et, depuis la fin octobre, plus de 350 cas de choléra ont été recensés, principalement chez les enfants.

<https://news.un.org/en/story/2022/12/1131397>

Restitutions. Trois modèles distincts de restitution se sont dessinés en décembre :

- d'État à État : l'Allemagne a rendu 22 bronzes du Bénin au Nigéria, ce qui constitue "la première étape de l'accord conclu avec le Nigéria pour renoncer aux 1 130 bronzes du Bénin détenus par des musées allemands", rapporte NPR. Selon le *New York Times*, les responsables culturels allemands ont créé un catalogue en ligne répertoriant les bronzes détenus dans des collections disparates, ce qui a servi de base à l'accord avec le Nigéria ;
- d'université à État : l'université de Cambridge (Royaume-Uni) va rendre 116 bronzes du Bénin à la Commission nationale nigérienne des musées et des monuments, selon *BBC News* ;

- d'Église à Église : le Vatican a annoncé que le pape François avait ordonné aux musées du Vatican de restituer trois marbres du Parthénon à la Grèce, non pas à l'État mais au chef de l'Église orthodoxe grecque, rapporte *artnet news*. Le Vatican a appelé cela un "don".

<https://www.npr.org/2022/12/21/1144666811/germany-nigeria-returns-benin-bronzes-looted>

https://www.bbc.com/news/uk-england-cambridgeshire-63973271?utm_source=substack&utm_medium=email

<https://news.artnet.com/art-world/pope-francis-vatican-parthenon-marbles-return-greece-2232177>

Esclavage. Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, a présenté des excuses au nom du gouvernement pour le rôle joué par les Pays-Bas dans l'esclavage et la traite des esclaves, rapporte *AP*. Il a annoncé que le gouvernement "créait un fonds de 212 millions de dollars pour des initiatives visant à s'attaquer à l'héritage de l'esclavage aux Pays-Bas et dans ses anciennes colonies et à stimuler l'éducation sur la question", et qu'à partir du 1er juillet 2023, "l'année de commémoration de l'esclavage" aux Pays-Bas marquerait le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans le pays. Cette annonce fait suite aux recommandations formulées dans un rapport publié en 2021 par un groupe gouvernemental sur l'implication des Pays-Bas dans "des siècles d'esclavage et de colonialisme".

<https://www.npr.org/2022/12/20/1144311201/the-dutch-leader-apologizes-for-the-netherlands-role-in-slave-trade>

Technologie. "Il est courant d'entendre des reportages sur d'importantes violations de données, mais que se passe-t-il une fois que vos données personnelles sont volées ?", s'interrogent deux professeurs américains dans *The Conversation*. Pour y répondre, ils ont "mené le plus grand examen systématique des marchés de données volées dont nous ayons connaissance afin de mieux comprendre la taille et la portée de cet écosystème illicite en ligne. Pour ce faire, nous avons d'abord identifié 30 marchés du darknet faisant de la publicité pour des produits de données volées. Ensuite, nous avons extrait de ces marchés des informations sur les produits de données volées sur une base hebdomadaire pendant huit mois, du 1er septembre 2020 au 30 avril 2021. Nous avons ensuite utilisé ces informations pour déterminer le nombre de vendeurs de produits de données volées, le nombre de produits de données volées annoncés, le nombre de produits vendus et le montant des revenus générés. Au total, 2 158 vendeurs ont fait de la publicité pour au moins une des 96 672 listes de produits sur les 30 places de marché." Tous les vendeurs ont gagné des millions de dollars au cours de cette période de 35 semaines.

https://theconversation.com/darknet-markets-generate-millions-in-revenue-selling-stolen-personal-data-supply-chain-study-finds-193506?utm_medium=email&utm_campaign=Daily%20Newsletter%20%20December%202022%20-%202481224851&utm_content=Daily%20Newsletter%20%20December%202022%20-%202481224851+CID_0ef7821b5d66ddc477a14c7af98bd28e&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=Darknet%20markets%20generate%20millions%20in%20revenue%20selling%20stolen%20personal%20data%20supply%20chain%20study%20finds

"Global Witness et l'équipe NYU Cybersecurity for Democracy (C4D) ont examiné la capacité de Facebook, TikTok et YouTube à détecter et à supprimer les menaces de mort contre les agents électoraux à l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis" en soumettant de fausses publicités contenant des menaces. "L'enquête a révélé des résultats très contrastés pour les géants des médias sociaux : YouTube et TikTok ont suspendu nos comptes pour avoir enfreint leurs politiques, tandis que Facebook a accepté de publier 15 des 20 annonces contenant des menaces de mort que nous lui avons soumises."

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/digital-threats/were-going-to-kill-you-all-facebook-fails-to-detect-death-threats-against-election-workers-in-the-us-while-youtube-and-tiktok-succeed/>

"Les technologies conçues pour lutter contre la COVID-19 ont été réorientées par les services de police et de renseignement...alors que les gouvernements élargissaient leurs arsenaux numériques dans le contexte de la pandémie", rapporte *AP*. Les journalistes d'*AP* ont interrogé des sources et ont "épluché des milliers de documents pour déterminer comment les technologies commercialisées pour 'aplanir la courbe' ont été utilisées à d'autres fins". Ils ont découvert que "de Pékin à Jérusalem, en passant par Hyderabad, en Inde, et Perth, en Australie", les autorités ont utilisé "ces technologies et ces données pour empêcher les militants et les personnes ordinaires de voyager, harceler les communautés

marginalisées et relier les informations sur la santé des personnes à d'autres outils de surveillance et d'application de la loi. Dans certains cas, les données ont été partagées avec des agences d'espionnage." https://apnews.com/article/technology-police-government-surveillance-covid-19-3f3f348d176bc7152a8cb2dbab2e4cc4?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=35c81b5582-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-35c81b5582-149736437

"Une enquête menée conjointement par *STAT* et *The Markup* auprès de 50 entreprises de télésanté s'adressant directement aux consommateurs a révélé que l'accès rapide aux médicaments en ligne s'accompagne souvent d'un coût caché pour les patients : les sites de soins virtuels divulguaient les informations médicales sensibles qu'ils recueillaient aux plus grandes plateformes publicitaires du monde." Une seule de ces 50 entreprises ne partageait pas ses données avec des géants de la technologie. <https://themarkup.org/privacy/2022/12/13/out-of-control-dozens-of-telehealth-startups-sent-sensitive-health-information-to-big-tech-companies>

Seconde Guerre mondiale. Une ancienne secrétaire du camp de concentration de Stutthof a été reconnue coupable par un tribunal allemand de "complicité dans le meurtre de 10 505 détenus". Compte tenu de son âge - 97 ans - elle a été condamnée à deux ans de prison avec sursis. <https://www.vice.com/en/article/qjk9bp/irmgard-furchner-stutthof-nazi-camp>

Actualités bilatérales et multilatérales

Afghanistan/Royaume-Uni. Le ministère de la Défense du Royaume-Uni a annoncé qu'il avait mis en place " une enquête statutaire indépendante pour enquêter et rendre compte des allégations d'actes répréhensibles commis par les forces armées britanniques dans le cadre de leur conduite d'opérations de détention délibérée en Afghanistan ". L'enquête portera sur les activités présumées au cours de la période allant de la mi-2010 à la mi-2013". Pour le contexte, voir SAHR News 2022-11, 2021-11. <https://www.gov.uk/government/news/mod-launches-independent-inquiry-to-investigate-allegations-of-wrongdoing-by-british-armed-forces-in-afghanistan>
<https://www.aljazeera.com/news/2022/12/15/uk-launches-investigation-into-afghan-war-crimes-claims-sas>

Afghanistan/États-Unis. *ProPublica* a publié un rapport d'enquête éloquent sur les opérations soutenues par la Central Intelligence Agency (CIA) des États-Unis qui ont "tué d'innombrables civils". La journaliste, une Afghane adoptée dans son enfance par une famille britannique, a consacré trois ans et demi à ce reportage au cours duquel elle a "répertorié des centaines de raids nocturnes menés par l'une des quatre unités Zéro", des escadrons de soldats des forces spéciales afghanes qui "étaient financés, entraînés et armés par la CIA pour s'attaquer à des cibles considérées comme une menace pour les États-Unis". Elle a été assistée par un employé du gouvernement afghan, un médecin légiste, qui avait "accès aux dossiers officiels pour vérifier l'identité des personnes tuées" ; ils ont également utilisé "les dossiers médicaux, les certificats de naissance et de décès, les entretiens avec les témoins et une base de données médico-légale pour identifier les morts". Elle a finalement identifié au moins 452 civils tués par cette escouade en quatre ans. Des soldats des forces d'opérations spéciales américaines travaillant avec la CIA se sont "souvent joints" aux raids de Zero Unit, mais aux États-Unis, "les données complètes sur les victimes sont restées soit classifiées, soit indisponibles, soit non suivies". <https://www.propublica.org/article/afghanistan-night-raids-zero-units-lynzy-billing>

Chili/États-Unis. En 1905, deux fugitifs américains ont participé à une bagarre dans la ville portuaire chilienne d'Antofagasta et l'un d'eux a tué un homme de loi. Les fugitifs étaient connus aux États-Unis sous les pseudonymes de Butch Cassidy and the Sundance Kid, rendus célèbres dans un film de 1969. Deux chercheurs américains ont trouvé le dossier judiciaire de l'homicide dans les archives nationales du Chili, enregistré sous le nom de Frank Boyd, le pseudonyme que Sundance (de son vrai nom Harry Longabaugh) utilisait à l'époque. Les chercheurs ont été conduits au dossier judiciaire en utilisant la copie numérisée du journal *El Industrial* qui a couvert l'affaire, rapporte le *Guardian*.

https://www.theguardian.com/world/2022/dec/16/butch-cassidy-sundance-kid-argentina-chile-bolivia?utm_source=substack&utm_medium=email

Guerre au Moyen-Orient. Le projet "Costs of War" de l'université Brown (États-Unis) a publié *Uncompensated Allies : How Contracting Companies and U.S. Government Agencies Failed Third-Country Nationals in Afghanistan (Les Alliés sans compensations : comment les entreprises contractantes et les agences du gouvernement américain ont laissé tomber les ressortissants de pays tiers en Afghanistan)*. Les deux auteurs expliquent que la loi américaine sur les bases de défense "prévoit l'octroi d'une indemnisation à tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, blessés dans le cadre d'un contrat américain, ou à leurs proches en cas de décès". Ils ont analysé "des ensembles de données obtenus grâce à des demandes déposées dans le cadre du FOIA [Freedom of Information Act] auprès de l'armée américaine et du ministère du Travail" et ont interrogé plus de 200 ressortissants de pays tiers (TCN) qui avaient travaillé pour l'armée américaine en Afghanistan. "Sur les quelque 3 917 contractants tués en Afghanistan et au Pakistan entre octobre 2001 et août 2021, environ la moitié d'entre eux étaient des TCN." Ils ont écrit que "les entreprises contractantes militaires ont contourné la réglementation de la loi sur les bases de défense de nombreuses façons, empêchant les travailleurs - qui étaient souvent mal informés de leurs droits - de recevoir l'intégralité de leurs indemnités." Le gouvernement américain a "fait peu pour faire appliquer la réglementation, ne sanctionnant que rarement les entreprises".

<https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2022/Coburn%20and%20Gill%20-%20DBA%20CoW%20Paper%20Final%20-%20Dec%202022.pdf>

Rwanda/Royaume-Uni. La Haute Cour du Royaume-Uni a statué que le projet du gouvernement d'expulser les migrants vers le Rwanda "ne violait pas la Convention des Nations Unies sur les réfugiés ou les lois sur les droits de l'homme", a rapporté *BBC News*. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-04.

<https://www.bbc.com/news/uk-64024461>

https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/dec/19/rwanda-deportation-scheme-legal-shameful-britain-asylum-seekers?CMP=Share_iOSApp_Other&utm_source=substack&utm_medium=email

Guerre en Ukraine. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a déclaré que du 24 février 2022, date du début de l'invasion russe de l'Ukraine, au 26 décembre 2022, il a enregistré 17 831 victimes civiles en Ukraine : 6 884 morts et 10 947 blessés. La Mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU en Ukraine a recueilli les informations sur les victimes par le biais "d'entretiens avec les victimes et leurs proches ; de témoins ; d'analyses de documents justificatifs partagés de manière confidentielle ... ; de dossiers officiels ; de documents, de photos et de vidéos de source ouverte ; de dossiers et de rapports médico-légaux ; de documents d'enquête criminelle ; de documents judiciaires ; de rapports d'organisations non gouvernementales internationales et nationales ; de rapports publics des forces de l'ordre et des acteurs militaires ; de données provenant d'installations médicales et des autorités locales." Le HCDH estime que le nombre réel de victimes est "considérablement plus élevé, car la réception des informations en provenance de certains endroits où des hostilités intenses se sont déroulées a été retardée et de nombreux rapports sont encore en attente de corroboration".

<https://www.ohchr.org/en/news/2022/12/ukraine-civilian-casualty-update-26-december-2022>

Peu après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a mis en place un Bureau pour le conflit armé international entre la Fédération de Russie et l'Ukraine afin de recueillir, de centraliser et de transmettre des informations sur le sort des personnes disparues et le lieu où elles se trouvent. Il a " reçu plus de 45 000 appels, courriels et formulaires en ligne depuis mars ", a déclaré le CICR à *Geneva Solutions*. Le responsable des données du CICR a déclaré que " le traitement de toutes ces données, leur gestion et leur analyse constituent une tâche essentielle "

https://genevasolutions.news/peace-humanitarian/missing-in-action-who-do-you-turn-to-the-icrc-s-central-tracing-agency?utm_source=newsletter&utm_medium=email

PEN Ukraine et PEN America ont publié un rapport capital sur les attaques russes contre la culture. Ce rapport indique que "le gouvernement ukrainien a documenté les dommages et la destruction d'au moins

49 bibliothèques et archives". Dans la région de Tchernihiv, entre autres pertes, le service d'archives de l'État "a signalé que les attaques russes ont détruit les archives du service de sécurité, qui comprenaient les documents de l'ancienne police secrète soviétique (NKVD) liés à la répression soviétique contre les Ukrainiens. Environ 13 000 dossiers ont été détruits." À Bucarest, les archives de Viatcheslav Chornovil, un dissident de l'ère soviétique et chef du groupe de surveillance ukrainien Helsinki, ont été détruites, tout comme celles d'un autre dissident, Mykola Plahotniuk. Parmi les neuf recommandations de PEN au gouvernement ukrainien figure la suivante : "Avec le soutien de partenaires internationaux, ainsi que de l'UNESCO et de bailleurs de fonds privés, numériser les archives culturelles qui risquent d'être détruites en plein conflit. Une fois archivées, les copies des documents devraient être conservées en toute sécurité à l'étranger afin d'éviter leur destruction pure et simple. Protéger ces biens culturels pour la postérité contribuerait à entraver, voire à décourager, les efforts d'effacement culturel." Merci à Antoon De Baets pour le lien.

<https://pen.org/report/ukrainian-culture-under-attack/>

Les journalistes d'AP ont été les derniers médias internationaux à quitter Mariupol avant que les forces russes ne prennent le contrôle de la ville. Après avoir contacté 30 habitants de Mariupol, dont 13 y vivent encore, et utilisé "des images satellites, des centaines de vidéos recueillies à l'intérieur de la ville et des documents russes montrant un plan directeur", AP a conclu que l'armée russe déploie "un effort global pour supprimer l'histoire et la mémoire collectives de Mariupol en tant que ville ukrainienne".

https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-erasing-mariupol-499dceae43ed77f2ebfe750ea99b9ad9?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_medium=Morning_Wire&utm_source=Sailthru&utm_campaign=Dec22_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

"Les troupes russes ont poursuivi des Ukrainiens par leur nom, en utilisant des listes préparées avec l'aide de leurs services de renseignement. Se trouvaient visés des fonctionnaires, des journalistes, des militants, des anciens combattants, des chefs religieux et des avocats. AP a documenté un échantillon de 61 cas à travers l'Ukraine, en s'appuyant sur des listes de noms russes obtenues par les autorités ukrainiennes, des preuves photographiques d'abus, des comptes rendus de médias russes et des entretiens avec des dizaines de victimes, des familles et des amis, ainsi que des responsables et des militants ukrainiens. Selon les survivants, certaines victimes ont été internées dans des centres de détention, où elles ont été interrogées, battues et soumises à des décharges électriques. Certaines ont fini en Russie. D'autres sont morts". Selon des "fuites des services de renseignement américains et des analystes de la sécurité nationale du Royaume-Uni", le Service fédéral de sécurité russe a mené un effort de plusieurs mois pour compiler les listes de cibles.

<https://abcnews.go.com/International/wireStory/find-russians-hunt-ukrainians-lists-95644059>

PassBlue a interviewé une Ukrainienne, professeure de mathématiques, qui a été prisonnière de guerre en Russie pendant six mois jusqu'à ce qu'elle soit intégrée à un échange de prisonniers. Entre autres révélations, elle a déclaré : "Ils m'ont fait signer des documents disant que j'étais bien traitée, que je recevais de la nourriture et une aide médicale, et que je n'étais pas maltraitée." En réalité, elle a été gravement maltraitée physiquement et psychologiquement. *The Atlantic* a rapporté le cas d'une autre femme anciennement emprisonnée en Russie. "Deux hommes d'âge moyen chargés de d'interroger cette auxiliaire médicale ukrainienne de 27 ans lui ont ordonné à de se déshabiller, m'a-t-elle dit récemment, puis ils ont pris des photos d'elle de face et de dos." Elle a également déclaré que "les responsables de la prison avaient exigé des rognures d'ongles et des mèches de cheveux pour les traecs ADN." Pensez aux dossiers des prisonniers de guerre qui s'accumulent.

https://www.passblue.com/2022/12/15/she-was-a-prisoner-of-war-in-russia-beaten-repeatedly-now-shes-home-recovering/?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=3400eb778a-RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-3400eb778a-55008469

https://www.theatlantic.com/international/archive/2022/12/ukrainian-prisoner-of-war-in-russia/672343/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=atlantic-daily-newsletter&utm_content=20221207&utm_term=The%20Atlantic%20Daily

Selon la police nationale ukrainienne, depuis le début de l'invasion, "les enquêteurs de la police nationale ukrainienne ont engagé 49 219 procédures pénales pour des crimes commis par des membres des forces armées de la Fédération de Russie et leurs complices sur le territoire ukrainien". <https://www.ukrinform.net/rubric-ato/3636436-more-than-49000-proceedings-initiated-over-crimes-committed-by-russian-military-in-ukraine.html>

Killings of Civilians: Summary Executions and Attacks on Individual Civilians in Kyiv, Chernihiv, and Sumy Regions in the context of the Russian Federation's Armed Attack against Ukraine (Meurtres de civils : exécutions sommaires et attaques de d'individus civils dans les régions de *Kyiv, Chernihiv, et Sumy dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*) est un rapport du HCDH basé sur le travail de la Mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine. La Mission a documenté la mort de 441 civils dans ces régions au cours des six premières semaines de l'invasion et 198 autres meurtres doivent encore être corroborés. Les hommes et les garçons représentaient 88% de toutes les victimes d'exécutions sommaires, " ce qui laisse penser que les hommes ont été ciblés de manière disproportionnée en raison de leur sexe ". <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/12/un-report-details-summary-executions-civilians-russian-troops-northern>

Après l'invasion russe, craignant que les bébés orphelins de l'hôpital régional de Kherson ne soient saisis et envoyés en Russie pour y être adoptés, le personnel de l'hôpital "a commencé à fabriquer les dossiers médicaux des orphelins pour faire croire qu'ils étaient trop malades pour être déplacés", rapporte AP. Le responsable des soins intensifs a déclaré : "Nous avons délibérément écrit de fausses informations." Toujours dans la région de Kherson, le directeur d'un centre de réhabilitation sociale et psychologique "falsifiait également des documents pour cacher 52 orphelins et enfants vulnérables". <https://apnews.com/article/russia-ukraine-health-europe-orphans-f283aa4d22fdab59a43a16ca0be54baf>

Le *New York Times* a publié une série d'articles très documentés sur les crimes contre les droits de l'homme commis pendant le conflit :

- "La guerre de Poutine" <https://www.nytimes.com/interactive/2022/12/16/world/europe/russia-putin-war-failures-ukraine.html>
- "Moyens détournés et pierres tombales pour dénombrer les morts de Russie avec des tuyaux et des pierres tombales" <https://www.nytimes.com/2022/12/18/world/europe/russia-death-toll-war.html>
- "La route de la mort" [Bucha, Ukraine] <https://www.nytimes.com/2022/12/27/us/politics/a-russian-military-unit-killed-dozens-in-bucha-our-investigation-shows.html>
- "Une culture sous le feu" <https://www.nytimes.com/2022/12/27/arts/design/cultural-heritage-ukraine-russia-war.html>

Nouvelles nationales

Barbade. La Haute Cour "a annulé les lois de l'ère coloniale qui criminalisent les relations sexuelles entre homosexuels", rapporte AP. Elle n'a pas dit ce qu'il adviendra des dossiers des condamnations antérieures prononcées en vertu de ces lois. <https://apnews.com/article/caribbean-barbados-human-rights-lgbtq-people-d50b08c91ffec4e671c84e2d3d658894>

Chine. Safeguard Defenders, une ONG basée à Madrid, a publié un rapport sur l'établissement par la Chine de "centres de services de police" dans 53 pays du monde. Cette publication, qui vient s'ajouter à deux précédentes, est "basée sur des déclarations de source ouverte des autorités de la RPC [République populaire de Chine], de la police chinoise ou des médias d'État/du parti". Les rapports documentent "les méthodes illicites de la RPC pour harceler, menacer, intimider et forcer des cibles à retourner en Chine

pour y être persécutées", notamment en menaçant des parents vivant en Chine. CNN a rapporté que le ministère chinois des affaires étrangères "a nié que la Chine dirige des forces de police non déclarées en dehors de son territoire". Au 4 décembre, les rapports de l'ONG "ont lancé des enquêtes dans au moins 13 pays différents et ont provoqué un bras de fer diplomatique de plus en plus vif entre la Chine et des pays comme le Canada, où vit une importante diaspora chinoise". <https://safeguarddefenders.com/en/blog/patrol-and-persuade-follow-110-overseas-investigation>
<https://www.cnn.com/2022/12/04/world/china-overseas-police-stations-intl-cmd/index.html>

Colombie. Le médiateur des droits de l'homme a déclaré que "la Colombie terminera l'année avec au moins 199 meurtres de dirigeants sociaux et de défenseurs des droits de l'homme - le plus haut niveau enregistré - en raison d'attaques de groupes armés illégaux dans des zones liées au trafic de la drogue", rapporte *Reuters*.

<https://www.theguardian.com/world/2022/dec/07/colombia-murders-human-rights-defenders-record>

El Salvador. Selon les indications de Human Rights Watch et de Cristosal, leurs recherches ont révélé que "les forces de sécurité salvadoriennes ont commis des violations généralisées des droits de l'homme depuis l'adoption de l'état d'urgence approuvé fin mars 2022, en réponse à un pic de violence des gangs", notamment "des détentions arbitraires massives, des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements contre les détenus, des disparitions forcées, des décès en détention et des poursuites judiciaires entachées d'abus". Pour ce rapport, les deux ONG ont interrogé plus de 1 100 personnes dans les 14 États du Salvador, ont également "examiné des dossiers de cas intéressants, des documents médicaux et des certificats de décès, et consulté sur certains cas des experts médico-légaux internationaux du Groupe indépendant d'experts médico-légaux".

https://www.hrw.org/news/2022/12/07/el-salvador-widespread-abuses-under-state-emergency?utm_source=substack&utm_medium=email

Inde. Stan Swamy, un prêtre jésuite de 84 ans, a été arrêté en 2020 pour terrorisme alors qu'il défendait "les droits des Dalits - le groupe indien autrefois connu sous le nom d'"intouchables" - ainsi que ceux des musulmans indiens et des populations autochtones". Il est mort en prison en 2021. WIRED a rapporté que la société de médecine légale Arsenal Consulting a publié un rapport sur son analyse du disque dur de l'ordinateur de Swamy, qui a révélé que des pirates informatiques y ont placé des preuves. La société a également trouvé "de nouveaux indices montrant que les pirates qui ont fabriqué ces preuves collaboraient avec la police de la ville de Pune qui enquêtait sur lui". Pour le contexte, voir SAHR News 2022-06.

https://www.wired.com/story/modified-elephant-stan-swamy-hacked-evidence-frame-bhima-koregaon-16/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_121422&utm_mailing=WIR_Daily_121422&utm_medium=email&utmsource=nl&utm_term=P6

Indonésie. Le Parlement indonésien a "approuvé un nouveau code pénal qui s'appliquera aux Indonésiens comme aux étrangers", rapporte *Reuters*. Entre autres changements, il "interdit les relations sexuelles hors mariage, sous peine d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison". Un porte-parole du ministère de la Justice "a déclaré que les nouvelles lois réglementant la moralité étaient limitées par les personnes pouvant les dénoncer, comme un parent, un conjoint ou un enfant des délinquants présumés." Le nouveau code interdit également "d'insulter le président ou les institutions de l'État, de diffuser des opinions contraires à l'idéologie de l'État et d'organiser des manifestations sans notification", et prévoit "des peines plus légères pour les personnes accusées de corruption." Les changements n'entreront pas en vigueur avant trois ans "afin de permettre la rédaction de règlements d'application".

https://www.reuters.com/world/asia-pacific/indonesias-parliament-passes-controversial-new-criminal-code-2022-12-06/?utm_source=Sailthru&utm_medium=newsletter&utm_campaign=daily-briefing&utm_term=12-06-2022

Iran. L'ONG Iran Human Rights, basée en Norvège, a déclaré que les informations qu'elle a obtenues montrent qu'"au moins 476 personnes, dont 64 enfants, ont été tuées par les forces de sécurité lors des

manifestations nationales" au 27 décembre. Des décès ont été enregistrés dans 25 provinces. Les manifestations antigouvernementales actuelles ont débuté en septembre après la mort de la Kurde iranienne Mahsa Amini alors qu'elle était détenue par la police de la moralité iranienne pour une tenue vestimentaire jugée inappropriée.

<https://iranhr.net/en/articles/5669/>

Japon. La Diète a modifié les dispositions du Code civil pour "permettre au nouveau mari d'une femme remariée d'assumer la paternité des enfants nés dans les 300 jours suivant le divorce avec son partenaire précédent", rapporte Mainichi. Ce changement résout "le problème des femmes divorcées qui retirent leurs enfants des registres familiaux pour éviter que leurs anciens maris soient reconnus comme pères, ce qui entraîne des difficultés d'accès des enfants aux services de santé et autres".

<https://mainichi.jp/english/articles/20221211/p2g/00m/0na/010000c>

Nigeria. *Reuters* fait état de trois articles importants sous le titre "Cauchemar au Nigeria". Un quatrième article décrit comment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'ONU et les agences humanitaires internationales luttent entre le soutien au gouvernement et la dénonciation des abus présumés de ses militaires. Ces trois articles sont :

1. *L'agression de l'avortement.* "Depuis au moins 2013, l'armée nigériane a mené un programme d'avortement secret, systématique et illégal dans le nord-est du pays, mettant fin à au moins 10 000 grossesses chez des femmes et des filles." Les reporters ont interrogé "33 femmes et filles qui disent avoir subi des avortements alors qu'elles étaient sous la garde de l'armée nigériane. Une seule a dit avoir donné librement son consentement". Ils ont également interrogé des professionnels de la santé et du personnel de sécurité, y compris des soldats, et "examiné des copies de documents militaires et de dossiers d'hôpitaux civils décrivant ou comptabilisant des milliers de procédures d'avortement." L'armée nigériane a nié l'existence du programme ; deux jours après la publication du rapport, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé "les autorités nigérianes à enquêter pleinement sur ces allégations et à s'assurer que les responsables rendent des comptes".
https://www.reuters.com/investigates/special-report/nigeria-military-abortion/?utm_source=Sailthru&utm_medium=newsletter&utm_campaign=daily-briefing&utm_term=12-07-2022
<https://www.reuters.com/world/africa/un-secretary-general-calls-investigation-nigeria-forced-abortion-report-2022-12-09/>
2. *Etouffés, empoisonnés et abattus.* Selon cet article, "l'armée nigériane et les forces de sécurité alliées ont massacré des enfants au cours de leur guerre épuisante de 13 ans contre les extrémistes islamistes dans le nord-est du pays. . . Plus de 40 sources ont déclaré avoir vu l'armée nigériane cibler et tuer des enfants ou avoir vu les cadavres d'enfants après une opération militaire." Le rapport est basé sur des entretiens avec 44 témoins civils et 15 membres des forces de sécurité ; l'armée nigériane a déclaré que le rapport "est une insulte aux Nigériens et fait partie d'un effort étranger pour saper la lutte du pays contre les insurgés."
https://www.reuters.com/investigates/special-report/nigeria-military-children/?utm_source=substack&utm_medium=email
3. *Une guerre contre les femmes.* "Des milliers de femmes et de jeunes filles ont été kidnappées et contraintes à l'esclavage sexuel par Boko Haram et son émanation de l'État islamique [Islamic State West Africa Province, ISWAP]." L'article rapporte l'histoire d'une femme brutalisée par des hommes de l'armée et des rebelles.
https://www.reuters.com/investigates/special-report/nigeria-military-mother-profile/?utm_source=Sailthru&utm_medium=newsletter&utm_campaign=daily-briefing&utm_term=12-14-2022

Pakistan. La Commission d'enquête sur les disparitions forcées (COIOED) a déclaré que 81 personnes disparues avaient regagné leur domicile en novembre et que plus de 240 des disparus avaient été retrouvés morts. Elle a déclaré avoir reçu 9 133 "plaintes" concernant des personnes disparues, selon *South Asia Intelligence Review*. Une chercheuse d'*Eurasia Review* a examiné les données figurant sur le site internet du COIOED et a constaté qu'au moins 1 262 Baloutches avaient disparu depuis 2000, mais que ces chiffres étaient "nettement sous-estimés par rapport aux données extraites de rapports d'actualité et de sources non gouvernementales". Elle a appelé le Baloutchistan "la terre du désespoir". <https://www.satp.org/south-asia-intelligence-review-Volume-21-No.-25> <https://www.eurasiareview.com/20122022-pakistan-balochistan-the-land-of-hopelessness/>

Russie. Depuis 2013, la diffusion de la "propagande des relations sexuelles non traditionnelles" aux mineurs était interdite par la loi, mais une nouvelle loi à la fois élargit cela à tous les âges et proscrit "la publicité, les médias et les ressources en ligne, les livres, les films et les productions théâtrales réputés contenir une telle "propagande"", a rapporté *AP*. Les contrevenants sont passibles d'amendes importantes. "Le Kremlin n'a pas immédiatement annoncé la signature de Poutine [sur la loi], mais elle figure sur une copie de la mesure publiée sur le site Web de la Douma. <https://apnews.com/article/putin-europe-business-gay-rights-3d08c68ecd95d41511d96336c4f1aa9e>

Soudan. Les dirigeants militaires et civils soudanais ont signé un "accord-cadre" qui prévoit, dans un premier temps, la création d'une autorité civile de transition de deux ans dirigée par un premier ministre choisi par la coalition des dirigeants civils signataires de l'accord et, dans un deuxième temps, des consultations publiques sur la justice de transition, la réforme de l'armée et de la sécurité et l'accord de deux ans sur la démilitarisation de la région du Darfour ravagée par le conflit. Cependant, le *Sudan Tribune* a fait remarquer que "sur l'exemplaire signé de l'accord-cadre, il y avait des espaces de signature en blanc réservés à des forces politiques qui n'étaient pas présentes, mais des efforts sont en cours pour les rallier." <https://sudantribune.com/article268894/>

Syrie. Le Réseau syrien des droits de l'homme a annoncé : "Depuis le début de 2022, nous avons obtenu 547 nouveaux certificats de décès. Ce nouveau lot de certificats se distingue [...] parce qu'ils ont été obtenus auprès de sources au sein du régime syrien et n'ont pas été publiés par les bureaux de l'état civil du régime." Les familles n'avaient pas été informées des décès, ni des lieux d'inhumation, ni de la réception des corps. Parmi les certificats, quatre concernaient des personnes dont les images figuraient sur des photos qui ont été divulguées sous le nom de "photos César", provenant d'hôpitaux militaires syriens. <https://snhr.org/blog/2022/12/20/snhr-obtains-hundreds-of-death-certificates-for-people-forcibly-disappeared-by-the-syrian-regime-whose-families-have-not-been-notified-of-their-deaths-which-have-not-been-announced-by-civil-register/>

Turquie. L'Association d'études des médias et du droit, une ONG turque qui surveille les procès pour la liberté d'expression depuis 2018 et qui dispose actuellement du plus grand programme de surveillance des procès en Turquie, a publié son rapport annuel. Il expose les données recueillies lors du suivi de 446 audiences dans 210 procès pour la liberté d'expression dans lesquels 1 398 personnes ont été inculpées dans 23 villes différentes. "Dans 41 procès suivis entre le 1er septembre 2021 et le 20 juillet 2022, 67 personnes ont été condamnées à 299 ans 2 mois et 24 jours de prison. 36 personnes parmi les condamnés ont été jugées dans des affaires distinctes fondées sur des articles de loi que la Cour européenne des droits de l'homme a déterminés dans plusieurs de ses jugements comme étant des sources de violations systématiques des droits." Elle a constaté une "augmentation radicale" des peines de prison prononcées au cours de cette période. <https://www.mlsaturkey.com/wp-content/uploads/2022/12/MLSA-1-September-2021-20-June-2022-Trial-Monitoring-Report.pdf>

États-Unis. Le Congrès a adopté et envoyé au Président pour signature la "Loi sur la justice pour les victimes de crimes de guerre", qui permet de poursuivre les criminels de guerre présumés aux États-Unis, quelle que soit la nationalité de l'auteur ou de la victime.

<https://www.congress.gov/bill/117th-congress/senate-bill/4240/text>

Un groupe de recherche a étudié les données 1999-2020 du National Vital Statistics System sur 38 362 victimes d'homicide âgées de 0 à 17 ans et les données 2003-2019 sur les enfants victimes d'homicide dans 45 États, telles que rapportées au National Violent Death Reporting System. Ils ont constaté que le taux global d'homicides d'enfants "a augmenté chaque année", le taux augmentant pour les garçons et diminuant pour les filles, ont-ils rapporté dans *JAMA Pediatrics*. "Les homicides d'enfants âgés de 10 ans ou moins étaient le plus souvent provoqués par la violence ou la négligence et le fait des parents ou des soignants. Les homicides d'enfants âgés de 11 à 17 ans étaient le plus souvent provoqués par des crimes et des disputes et perpétrés par une personne qu'ils connaissaient, en particulier des amis et des connaissances."

https://jamanetwork.com/journals/jamapediatrics/fullarticle/2799356?guestAccessKey=302e18c0-8e68-424c-93da-ce71dc98df4f&utm_source=For_The_Media&utm_source=STAT%20Newsletters&utm_medium=referral&utm_medium=email&utm_campaign=ftm_links&utm_campaign=b8b6e00281-MR_COPY_01&utm_content=tf1&utm_term=121922&utm_term=0_8cab1d7961-b8b6e00281-149736437

L'ONG Gun Violence Archive a déclaré le 26 décembre que 6 023 enfants américains âgés de 17 ans ou moins ont été tués ou blessés par balle depuis le 1er janvier 2022, dépassant ainsi les 5 708 tués ou blessés en 2021, rapporte *Yahoo News*.

<https://www.yahoo.com/gma/more-6-000-children-killed-214448420.html>

Une enquête de *STAT* a révélé que 1 013 personnes incarcérées sont mortes de "complications liées à l'hépatite C au cours des six années qui ont suivi l'arrivée sur le marché d'un médicament curatif", ce qui représente le double du taux de mortalité dans la population américaine en général. Les chercheurs ont utilisé les données du ministère américain de la Justice transmises par les administrations pénitentiaires des États conformément à la loi fédérale sur les rapports de décès en détention.

https://www.statnews.com/death-sentence/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=41522dd75c-Weekend_Reads_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-41522dd75c-149736437

L'université de Californie à San Francisco a créé un programme de réconciliation historique qui doit mener "des recherches sur les héritages institutionnels ou sur toute plainte de conduite contraire à l'éthique dans le passé concernant la recherche biomédicale et clinique, sur la relation de l'université avec notre communauté et notre industrie, et les objets détenus par l'université". Elle a publié son premier rapport, qui se concentre sur "des expériences menées dans les années 1960 et 1970 sur des hommes incarcérés au California Medical Facility ... à Vacaville" et réalisées par deux membres du corps enseignant du département de dermatologie. "Sur une période de six mois, le comité a rassemblé quelque 7000 documents d'archives, articles de revues médicales, entretiens, documentaires et livres" et a indiqué que "sur la base de nos recherches dans les archives sur les dossiers internes des comités d'examen des recherches sur les sujets humains et des procédures d'audience de l'État de Californie", il a conclu que les professeurs "et d'autres personnes se sont engagés dans des pratiques douteuses de consentement éclairé à la prison, en particulier avant 1969". Après la publication du rapport, le vice-chancelier exécutif et le doyen de l'université ont publié une "déclaration officielle de remords".

<https://www.ucsf.edu/news/2022/12/424471/ucsf-issues-report-apologizes-unethical-1960-70s-prison-research>

Le Princeton & Slavery Project, qui enquête sur l'implication de l'université de Princeton dans l'institution de l'esclavage, a publié l'essai de Jon Ort, chercheur bénévole, intitulé "What Princeton Owes to Firestone's Exploitation of Liberia" (Ce que Princeton doit à l'exploitation du Liberia par Firestone). La famille Firestone était un important donateur de l'université. "Un siècle après la fin de l'esclavage aux États-Unis, Princeton a continué à profiter du système de travail forcé que Firestone [société de caoutchouc] a conçu au Liberia. L'histoire de Firestone, du Liberia et de Princeton révèle

Nassau Hall [Princeton] été impliqué dans l'exploitation raciste et comment celle-ci l'a enrichi tout au long du 20e siècle. Impliquer Princeton uniquement dans l'esclavage américain d'avant la guerre de Sécession, c'est ignorer la récolte sanglante que Firestone a semée et que Princeton a récoltée."

<https://slavery.princeton.edu/stories/what-princeton-owes-to-firestone>

Le Washington Post a fait un reportage sur les populations autochtones du Sud-Ouest qui ont été réduites en esclavage dans les années qui ont précédé et suivi la guerre civile. Lorsqu'elles ont été réduites en esclavage, "elles ont généralement perdu leurs communautés tribales - ce qui signifie que leurs descendants sont souvent incapables de prouver leur généalogie, afin de s'inscrire dans une tribu amérindienne aujourd'hui", avec pour conséquence "qu'ils ne peuvent pas accéder aux soins médicaux par le biais de l'Indian Health Service ou bénéficier d'autres avantages gouvernementaux". Les revendications territoriales datant de l'époque où l'Espagne contrôlait le Nouveau-Mexique ont été "rejetées par le Sénat américain lorsque les terres sont passées du statut d'espagnoles à celui de mexicaines puis d'américaines." Les généalogistes travaillent maintenant avec les descendants des anciens esclaves pour fournir les preuves de l'héritage indigène, en utilisant des sources telles que les registres de baptême et les papiers personnels des esclavagistes.

<https://catfishwaiter.blog/2022/12/native-americans-were-enslaved-in-new-mexico-even-after-civil-war/>

« Dans le tout le pays, des sociétés liées au secteur des combustibles fossiles ont abandonné des milliers de puits de pétrole et de gaz, " les laissant ouverts et inactifs, alors même que nombre de ces sites de forage laissent échapper des émissions de gaz à effet de serre et constituent des menaces directes pour la santé humaine", rapporte le *Washington Post*. Une loi de 2021 fournit de l'argent aux États pour refermer les puits abandonnés, ce qui "a déclenché une course effrénée chez les responsables des États pour recenser les puits situés sur leur territoire". Les États ont maintenant "signalé plus de 120 000 puits abandonnés au total, ce qui représente une augmentation de près de 50 % par rapport aux 81 000 puits signalés l'année dernière." L'Ohio, qui avait signalé 891 puits en 2021, en compte désormais 20 439, ce qui, selon une porte-parole du ministère des Ressources naturelles de l'Ohio, est le résultat d'un "examen complet de ses dossiers." En comparant les emplacements des puits avec les données du recensement, des chercheurs de l'Environmental Defense Fund et de l'Université McGill (Canada) ont déterminé que "14 millions de personnes vivent à moins d'un kilomètre d'un puits orphelin, dont 1,3 million d'adultes asthmatiques".

https://news.yahoo.com/money-table-states-identify-120-173315280.html?fr=sycsrp_catchall

Venezuela. "Des restes humains ont été découverts dans des zones minières autour du sud de la [province] de Bolivar" en novembre, a déclaré le chef du commandement opérationnel stratégique des forces armées vénézuéliennes, attribuant ces décès à l'Organisation R, "un groupe criminel qui contrôle les mines illégales et les communautés " dans la région. La Commission des droits de l'homme et de la citoyenneté du Venezuela avait auparavant signalé la disparition d'au moins 37 personnes dans les zones minières de Bolivar entre septembre 2021 et avril 2022. Les travailleurs des mines sont privés de leurs téléphones, ce qui les empêche de rester en contact avec leurs familles, a rapporté *Insight Crime* ; par conséquent, "les victimes de ces gangs qui s'ajoutent aux listes de disparus peuvent mettre longtemps à être retrouvées ou même à être signalées comme disparues".

https://insightcrime.org/news/mass-graves-venezuela-connected-disappearances-illegal-mining-hub/?utm_source=substack&utm_medium=email

Lectures recommandées

Syria Justice and Accountability Centre, "Holding Minors Accountable for Serious Crimes Committed in Syria » :

https://syriaaccountability.org/holding-minors-accountable-for-serious-crimes-committed-in-syria-2/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=0d0e4fc17a-

[EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-0d0e4fc17a-96428969](https://syriaaccountability.org/holding-minors-accountable-for-serious-crimes-committed-in-syria-2/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=0d0e4fc17a-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-0d0e4fc17a-96428969)

Matt Burgess, " Iran's Protests Reveal What's Lost If Twitter Crumbles ", *WIRED* :

https://www.wired.com/story/protests-in-iran-twitter/?mbid=CRMWIR092120&utm_brand=wired&utm_campaign=cm&utm_mailing=WIR_SubPersRec_1_02012020&utm_medium=email&utm_source=crm&utm_term=WIR_PersRec_CYGNUS_2022-12-07

Trisha S. Pasricha, "The art of the 'deceased note' : A physician grapples with documenting patients' final moments," *STAT* :

https://www.statnews.com/2022/12/16/physician-grapples-art-deceased-note/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=41522dd75c-Weekend Reads COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-41522dd75c-149736437

“The Persistence of Race Science,” *Undark* :

https://race.undark.org/?utm_source=Undark%3A+News+%26+Updates&utm_campaign=69736a3c23-EMAIL_CAMPAIGN_2022_12_15_10_38&utm_medium=email&utm_term=0_-69736a3c23-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Veillez nous faire part de vos nouvelles ! trudy@trudypeterson.com

Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* de s'occuper de la distribution des *SAHR News*. Pour vous abonner aux News, saisissez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Newsletter est publiée sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à la faire circuler et à la réutiliser à des fins non commerciales.